

## **JEUDI 12 FEVRIER 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = A l'aube de la catastrophe économique la plus destructrice depuis la Grande dépression ? p.1
- = Pétrole : L'AIE confiante avec un baril à 73\$ p.4
- = La dette ne cesse d'augmenter dans le monde, la planète en voie de "grécification" ? p.6
- = La dette, cette grande incomprise p.7
- = L'Allemagne sur la même voie que le Japon ? p.10
- = « L'hypocrisie, la preuve par le boulanger... ! » p.13
- = États-Unis : le géant de l'énergie Halliburton annonce des licenciements à la suite de la chute des prix du pétrole p.16
- = LES GRECS VONT-ILS ÉCHAPPER À LEUR TRAGIQUE DESTIN ? p.19
- = Tic-tac, tic-tac... p.20
- = Baisse de la consommation d'électricité... p.22
- = Qui va Payer ? p.23
- = Aux Etats-Unis, seulement 5,6% de chômage? Le 'grand mensonge' p.25
- = Les négociations entre l'Europe et la Grèce ne mènent à rien p.27
- = Russie : de la chute des prix des hydrocarbures p.29
- = La rock star marxiste de la finance n'a pas encore gagné p.30
- = «SwissLeaks», ou l'investigation commandée p.32
- = Le FBI harcèle les opposants Canadiens des sables bitumineux p.35
- = Le redressement économique irlandais p.37
- = Le pétrole grimpe mais la surabondance d'offre inquiète toujours le marché p.41



## **A l'aube de la catastrophe économique la plus destructrice depuis la Grande dépression ?**

**SHTF**

Mac Slavo  
ShtfPlan

Publié le 12 février 2015



Alors que le prix du pétrole gravite autour des 44 dollars le baril, et que les inventaires américains de brut atteignent des niveaux record, le consensus semble être que bientôt, l'économie devrait être alimentée par un rebond des dépenses des consommateurs, puisque les Américains devraient dépenser l'argent qu'ils épargnent sur leur plein dans les magasins.

Mais sur le plan géopolitique, la situation du pétrole est bien plus complexe, et ne peut possiblement pas tenir dans les slogans propagandistes de trente secondes des commentateurs financiers. Bien qu'une baisse du prix du pétrole puisse sembler être une bénédiction pour l'économie américaine, les bilans des médias grand public ne mentionnent pas les données fondamentales qui sont nécessaires à la bonne compréhension du problème auquel nous faisons potentiellement face.

Comme vous le verrez dans le micro-documentaire de [Future Money Trends](#) ci-dessous, nous sommes sur le point de traverser de grandes difficultés. A commencer par le fait que la dette du secteur de l'énergie est passée à 1,7 trillion de dollars au cours de ces six dernières années, puisqu'on pensait que le prix du pétrole puisse demeurer aux alentours de 80 voire 100 dollars le baril. Comme nous le savons tous, son prix a récemment beaucoup baissé, ce qui signifie que toutes les sociétés qui ont contracté de gros prêts ne sont plus capables de rembourser leur dette.

La conséquence en sera une vague de défauts dans l'industrie pétrolière. Un véritable désastre que nous devrions voir se développer ces quelques prochains mois.

Dans le contexte actuel d'impression monétaire par les banques centrales, d'inquiétudes face à la déflation et de guerres des monnaies, la baisse du prix du pétrole pourrait être l'un des événements les plus dévastateurs du monde économique depuis la Grande dépression. Le prix du pétrole pourrait faire preuve d'une grande volatilité et grimper de temps à autres pour s'écraser toujours plus, ce qui effrayerait davantage les marchés déjà timides et détruirait tout espoir de reprise économique. Et les Etats-Unis en souffriront plus que tous les autres.

*[Guerres pétrolières : ce que pourrait nous réserver l'avenir](#)*



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=PGQ04xsGZqk](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=PGQ04xsGZqk)

Des sociétés multimillionnaires comme Sanchez Energy et Goodrich Petroleum ont perdu 80 à 90% depuis le mois de juin 2014. Non seulement notre secteur énergétique a été drastiquement diminué, le reste de l'économie pourrait souffrir davantage. Nous avons créé des structures financières qui ne fonctionnent qu'à condition que la croissance économique soit constante. Et nous avons quasiment perdu tout contrôle du système financier en 2008.

...

Pour la première fois en dix-huit ans, les exportateurs d'or retirent des liquidités des marchés plutôt que d'y injecter de la monnaie. Le monde approche aujourd'hui rapidement d'un passage à une autre devise de référence. Si le prix du pétrole restait le même pendant encore six à douze mois, l'industrie de schiste des Etats-Unis serait anéantie. Et les effets que cela aurait sur les obligations toxiques auraient de lourdes retombées sur le marché des actions et l'économie des Etats-Unis.

... Et cette fois-ci, il ne restera plus rien pour rattraper l'épée au vol avant qu'elle ne s'abatte sur l'économie américaine. Ni la Fed ni le gouvernement ne pourront l'arrêter. Les liquidités se trouveront

gelées, notre note de crédit sera révisée à la baisse, le marché boursier commencera à s'effondrer, et la Fed entrera en jeu pour gonfler le dollar. Le monde abandonnera alors pour de bon la devise de référence mondiale. La fin aura sonné pour le pétrodollar.

Bien que la baisse du prix du pétrole ait pu s'avérer favorable aux Américains au travers de l'Histoire, nous faisons désormais face à une situation complètement différente, puisqu'énormément de dette est liée à une industrie qui autrefois se croyait irréductible.

Des centaines de milliers de licenciements sont prévus sur l'ensemble du secteur, et de nombreux analystes s'attendent à voir apparaître des récessions dans des Etats comme le Texas qui dépendent énormément du pétrole. Ces licenciements auront un impact immédiat sur les économies locales ainsi que sur le marché de l'immobilier déjà fragilisé.

Ajoutez à cela la panique qui apparaîtra lorsque les sociétés pétrolières commenceront à fermer boutique et ne seront plus en mesure de rembourser leurs dettes, et vous avez un cocktail susceptible de générer un effondrement des marchés financier globaux et des instruments de la dette.

## **Pétrole : L'AIE confiante avec un baril à 73\$**

**LAURENT HORVATH 2000WATTS.ORG Mercredi, 11 Février 2015**



L'Agence internationale de l'énergie (AIE) pense que le pétrole devrait remonter à 73\$ d'ici à 2020 et que le prix du baril ne va pas explorer les sommets passés à plus de 120\$. L'AIE table sur une stabilisation de la demande et la maîtrise de la production pour stabiliser les prix dans une fourchette comprise entre 50 et 100\$.

Depuis 2 décennies avec la minutie d'un métronome, l'AIE manque tous les grands virages stratégiques et ses prédictions ne réalisent systématiquement pas. Ainsi c'est avec une certaine dose de certitude, que nous pouvons prévoir que le baril ne se contentera pas d'un minuscule 73\$ en 2020 et que les prix dépasseront à nouveau les 120\$

### **L'offre plus dynamique va répondre rapidement à la demande**

Dans le rapport de ce jour, l'Agence souligne que l'augmentation du prix du

baril devrait être jugulée à moyen terme, mais les prix pourraient ne pas retrouver leurs sommets passés.

Toujours selon ses experts de l'AIE, le marché du pétrole entrerait dans un «*Nouveau Chapitre*». En moins de 6 mois, le pétrole s'est «*transformé*» avec une offre plus réactive aux prix que dans le passé, et une demande qui reste non élastique. En conséquence, «*le rééquilibrage du marché devrait intervenir relativement rapidement mais sa portée sera limitée, avec des prix se stabilisant en dessus de 50\$ mais nettement inférieurs aux sommets de ces trois dernières années à plus de 100\$*».

Le marché mise désormais sur une baisse de production à moyen terme, résultat des coupes opérées par les compagnies pétrolières dans les investissements.

### **Demande mondiale ralentie pour les 6 ans à venir**

Au cours des 6 prochaines années, la demande devrait croître plus rapidement que l'offre, ce qui va pousser les prix à la hausse, mais pas au-delà de 120\$. L'AIE estime que la demande devrait atteindre 99,1 millions de barils jour en 2020, contre 92,4 millions bj en 2014. Pas un mot de l'agence sur le peak oil de pétrole conventionnel et les moyens d'arriver à presque 100 millions de barils jour.

Cette croissance modérée serait due notamment à la concurrence accrue du gaz, du charbon, de l'atome et des énergies renouvelables.

### **Production en hausse grâce au schiste américain**

La hausse de la production devrait ralentir avec une croissance de 860'000 barils par jour au lieu de 1,8 million bj comme en 2014. L'AIE persiste à croire que le pétrole de schiste américain sera le moteur de la croissance pétrolière mondiale avec 5,2 millions b/j en 2020 (3,6 actuellement). Il n'y a vraiment plus qu'eux pour croire cela, mais un tel enthousiasme fait plaisir à voir.

Le plus étonnant, c'est que pratiquement tous les pays occidentaux se basent sur ces chiffres pour élaborer leurs stratégies énergétiques. Au moins, nous voilà tous sur le même pied d'égalité.

# La dette ne cesse d'augmenter dans le monde, la planète en voie de "grécification" ?



Philippe Herlin  
GoldBroker

Publié le 12 février 2015

Il n'y a pas que la Grèce qui connaît des problèmes de dette, selon le cabinet McKinsey, le monde entier souffre d'endettement excessif ! Son étude *Debt and (not much) deleveraging* prend en compte la dette globale, celle des Etats, des entreprises, du secteur financier, des ménages, et elle atteint désormais les 200.000 milliards de dollars, soit 286% du PIB mondial. Le pire est qu'elle a augmenté depuis la crise de 2008, de 57.000 milliards de dollars ou de 17% du PIB (269% en 2007). Une crise de la dette – la crise des subprimes – a été réglée, ou plus exactement déplacée, par encore plus de dette...

Selon les analystes de McKinsey, l'endettement "va continuer à croître dans de nombreux pays, au vu des fondamentaux économiques actuels" et "plutôt que de réduire leur dette, toutes les principales économies empruntent aujourd'hui davantage par rapport à leur PIB qu'en 2007". L'addiction à la dette est généralisée, nous n'arrivons plus à en sortir et cela "amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale".

C'est le plus souvent l'Etat qui concourt en priorité à l'augmentation de la dette : dans les pays développés, les ménages et les entreprises ont adopté un comportement vertueux et sont parvenus à faire légèrement baisser leur niveau d'endettement ; les gouvernements, au contraire, ont fait exploser le leur. Pour McKinsey, six grands pays développés vont voir leur stock de dette continuer à augmenter plus rapidement que leur PIB : l'Espagne, le Japon, le Portugal, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. La Chine, elle, voit surtout grimper la dette de ses entreprises (notamment grâce au shadow banking) qui atteint 125% du PIB, soit "un des niveaux de dette entrepreneuriale les plus élevés du monde". Globalement, "à 282% du PIB, l'endettement de la Chine est gérable, mais supérieur à celui des Etats-Unis

ou de l'Allemagne".

En somme, nous n'avons pas tiré les leçons de la crise de 2008, les risques concernant la "stabilité financière" demeurent et nous risquons de nous précipiter dans une prochaine crise. L'étude déplore l'absence de solution et note que le procédé habituel d'élimination des dettes – l'inflation – n'est pas envisageable. Il y en aurait bien une, elle consiste à abandonner la logique keynésienne et à réformer en profondeur l'Etat pour diminuer sa taille, ses dépenses et sa fiscalité étouffante. Pouvons attendre cela de nos responsables politiques en Europe, au Japon et aux Etats-Unis ? C'est peu probable. Il restera alors un remède en cas de prochaine crise, que n'évoque pas McKinsey, bien à tort : la ponction des comptes bancaires des particuliers, nous en avons déjà parlé. L'effacement des dettes se fera au prix de l'épargne des classes moyennes.

Dans ce cadre, la meilleure protection pour notre épargne nous la connaissons, c'est l'or bien entendu. L'or physique ne figure pas dans l'épargne financière comme l'assurance-vie, que la banque et l'Etat peuvent facilement capter, il s'agit d'un actif réel, comme un appartement ou un tableau, mais bien plus liquide évidemment, plus universel, plus mobile, auquel chacun se raccroche par gros temps. Voici la petite information qui manque à cette très complète étude McKinsey, mais il est vrai que cette prestigieuse société de conseil ne pouvait pas se fâcher avec ses principaux clients.

> *Pour information, je sors aujourd'hui mon nouveau livre : [La Fin des banques ?](#)*

Remerciements à Philippe Herlin. de [www.goldbroker.fr](http://www.goldbroker.fr)

## **La dette, cette grande incomprise**

12 fév 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La boutique d'un souffleur de verre. Un magasin de meubles d'occasion. Des immeubles de standing protégés par une double barrière électrifiée. Des bars. De beaux restaurants. Des sushis. De la pizza. Des immeubles en verre ultra-modernes abritant de luxueux bureaux.

Le quartier d'Itaim, à Sao Paulo, semble avoir été épargné par les prescriptions ennuyeuses des urbanistes. Des bureaux, des boutiques, des maisons... tous se côtoient sans vergogne. Une petite bicoque modeste... bon marché... construite dans les années 50, se trouve juste en face de notre hôtel, oubliée par le temps, entourée par le commerce du 21ème siècle. Une autre maison, sur la Rua Florian, est située *sous* un complexe de bureaux. Les propriétaires ayant refusé de vendre, les promoteurs ont construit une gigantesque tour luisante juste au-dessus.

"C'est une ville géniale", déclare un collègue. "Il n'y a qu'une poignée de cités de ce genre dans le monde. Londres, Shanghai, Bombay... Pékin. Paris est une petite ville, en comparaison".

Petit à petit, nous commençons à nous orienter.

Mais nous ne sommes pas là pour nous amuser. Nous ne sommes pas là simplement pour boire des caïpirinhas et en regardant passer les Sao Paulistas. Non, ce serait égoïste. Nous sommes là pour vous, pour apprendre. Pour étudier. Pour tenter de comprendre comment fonctionne une économie.

Ce n'est qu'une coïncidence si c'est l'été ici. Et si c'est Carnaval ce week-end. Et si nous avons un billet pour Rio en poche.

### ▪ Une démonstration

Ces derniers temps, nous parlons de la dette. Selon Krugman, personne ne la comprend. Il a démontré ce principe dans un article du *New York Times* ; enfin, il a au moins démontré qu'il n'avait pas la moindre idée de la manière dont les choses fonctionnent.

*Cela suggère que l'impact net de la dette est égal à zéro. Est-ce bien le cas ?*

Cet argent, nous nous le devons à nous-mêmes, a-t-il écrit en substance. Cela suggère que l'impact net de la dette est égal à zéro. Est-ce bien le cas ?

Quoi qu'il en soit, notre collègue [Simone Wapler](#) nous dit que les partisans de "la dette n'a pas d'importance" voient leurs rangs grossir. La France et l'Allemagne, entre autres, ont garanti la dette de la Grèce. Si cette dernière ne paie pas, il faudra — logiquement — que les contribuables de ces pays endossent cette dette. Un calcul met le coût total par contribuable en France, par exemple, à 731 euros.

Mais sur le Vieux Continent comme sur le Nouveau, la dette n'a plus



d'importance. Voici Ivan Best dans *La Tribune* :

*" [...] l'Etat — et donc les contribuables — ne rembourse jamais la dette publique. Quand un emprunt arrive à échéance, l'Etat le rembourse, via l'Agence France Trésor (AFT), en empruntant à nouveau. Le budget de l'Etat, qui retrace toutes ses recettes et dépenses, ne comprend aucune ligne 'remboursement des emprunts'. Car, de fait, il s'agit d'une opération dite de trésorerie, gérée par l'AFT : ainsi, elle a emprunté 186 milliards d'euros en 2013, afin de rembourser notamment 106 milliards d'euros d'obligations arrivant à échéance".*

Vous voyez : les dettes des Etats n'ont pas d'importance, parce que les gouvernements ne les remboursent jamais. Ils empruntent plus.

*Plus l'on vous doit d'argent, moins il y a de chances que vous soyez remboursé*

▪ **Attendez. Est-ce vraiment aussi simple ?**

Certains doivent de l'argent. A d'autres, on doit de l'argent. Importe-t-il qui doit quoi à qui ? Et comment ! Il est plus facile de rembourser un peu de

dette que d'en rembourser une grande quantité. De sorte que plus l'on vous doit d'argent, moins il y a de chances que vous soyez remboursé. Continuez à empiler les dettes, et la probabilité d'être payé passe à zéro.

C'est alors que les créiteurs encaissent une perte. Vous direz peut-être que ça n'a pas d'importance, puisque pour chaque perte du créiteur, le débiteur engrange un profit. Sauf qu'il a déjà dépensé l'argent : il a disparu.

Hélas, c'est l'argent même que les créiteurs espéraient dépenser. Ce sont des gens eux aussi — avec des factures à payer... des retraites à financer... des obligations en termes d'assurance, de niveau de vie, de soins de santé... Bref, des gens qui comptent sur cet argent. Lorsqu'on découvrira que l'argent n'est pas là, il se produira un tsunami de douleur et de souffrance dans l'économie.

Ce raz-de marée frappera probablement en premier — et le plus durement — au Japon. Les Japonais ont plus de dettes que quiconque. Sur le papier, ils ont aussi plus d'actifs. Mais regardez lesdits actifs — des obligations japonaises gouvernementales — et vous verrez pourquoi l'idée que "nous nous le devons à nous-mêmes" est une escroquerie.

Voilà 34 ans que le gouvernement japonais est atteint de fièvre emprunteuse.

A présent, il doit plus de deux fois et demi son PIB. A qui ? A son propre peuple. Oui, si la phrase "nous nous le devons à nous-même" a un sens, c'est bien au Japon.

Et alors ? Ce n'est pas simplement de la comptabilité double ; c'est la vraie vie ; et dans la vraie vie, la quantité de dette seule ne compte pas. Il faut aussi s'intéresser à la qualité. Les retraités japonais ont utilisé leur épargne pour acheter des obligations gouvernementales. Ils avaient "de l'argent".

Maintenant, ils ont des reconnaissances de dette de la part du gouvernement. Ils pensent que ce dernier a leur argent. C'est faux. Il a disparu de longue date.

Le gouvernement a-t-il pris cet argent pour l'investir, de sorte qu'il gagne désormais des dividendes et des plus-values... avec lesquelles il peut remplir ses obligations ? Bien sûr que non. Il a pris l'argent et l'a gaspillé dans des "relances" (souvent superflues) d'infrastructure et autres.

A présent, les malheureux retraités japonais ouvrent le placard. Qu'y trouvent-ils ? Du vide ! Tout l'argent qu'ils pensaient avoir épargné a disparu. Il a été gaspillé par le gouvernement.

Le taux d'épargne chute... la balance commerciale est dans le rouge... le yen a dégringolé ces 12 derniers mois... et des millions de gens vieillissent, comptant sur le gouvernement pour remplir les promesses qu'il a faites.

Ce n'est qu'une question de temps avant que la vérité n'apparaisse. Ils se doivent peut-être cet argent à eux-mêmes. Mais ils sont sur le point de comprendre que leur débiteur est un panier percé et leur créancier un idiot.

## **L'Allemagne sur la même voie que le Japon ?**

12 fév 2015 | [Mory Doré](#) | [La Chronique Agora](#)

Nous nous demandions hier si [les taux longs européens pourraient remonter](#) : suite et fin de notre analyse ci-dessous...

### ▪ **Des scénarios en Europe très différents**

L'Allemagne emprunte à 10 ans au même tarif que le Japon : les taux longs allemands remonteront-ils ? Quels seraient les raisons et catalyseurs de ce krach obligataire inédit ?

Certains éléments permettent de rapprocher l'économie actuelle de la Zone euro de l'économie japonaise de ces 20 dernières années :

- croissance et inflation très faibles ;
- nécessité de désendettement du secteur privé et donc inefficacité de la politique monétaire (la fameuse trappe à liquidités)

Mais les ressemblances s'arrêtent là ; il existe des différences profondes qui pourraient pousser finalement les taux longs allemands et français à remonter...

En Zone euro, globalement, l'épargne des entreprises finance l'investissement productif et non pas le déficit public des Etats. Au Japon, les énormes excédents de *cash* des entreprises sont recyclés en JGB (*japanese government bonds*).

La dette japonaise est détenue par les Japonais alors que les dettes d'Etats de la Zone euro sont détenues, pour une part non négligeable, par des non-résidents dont les motivations et intentions de gestion sont variables.

*35% de la dette publique française est détenue par des non-résidents hors Zone euro* Ainsi, 35% de la dette publique française est détenue par des non-résidents hors Zone euro ; cette proportion est identique pour la dette publique allemande. Beaucoup de ces investisseurs comptent en dollars... et les craintes d'une baisse de plus en plus désordonnée de la parité euro-dollar dans une zone 1,00-1,05, voire plus bas, pourraient les conduire à rapatrier leurs capitaux.

## LA "MONNAIE FANTÔME"

Un conseiller de la CIA [**Jim Rickards**] révèle le plan qui prépare *en secret* l'avènement de LA "MONNAIE FANTÔME" [**dts**].

Selon cet expert, la fin du système monétaire mondial est déjà programmée et pourrait avoir lieu **d'ici mars 2015 — ou avant.**

S'il a raison, les marchés boursiers pourraient être **divisés par deux**, l'épargne individuelle partirait en fumée, les faillites bancaires se multiplieraient... et des millions de gens perdraient TOUT. [Cliquez ici](#) pour découvrir comment vous pouvez vous mettre à l'abri, vous et votre famille, de cette catastrophe à 100 000 milliards d'euros

Le krach obligataire serait d'autant plus violent que nous partirions de taux très bas, donc de niveaux de prix très élevés. Nous serions alors confrontés non pas à une crise de la Zone euro (comme en 2010-2012) mais à une crise de la parité euro. Ce risque n'existe pas pour le Japon.

Le risque de remontée forte des taux d'emprunt à long terme allemands et français nous semble donc lié au comportement des investisseurs non-résidents, qui pourraient être rebutés par une baisse de l'euro.

Ce risque, qui paraît encore lointain, pourrait se rapprocher si des désordres politiques et sociaux dans un ou plusieurs pays fragiles de la Zone euro venaient faire reparler de reconfiguration de la Zone euro ou si la Grèce se dirigeait vers un défaut partiel et donnait des idées aux électeurs de certains pays de la zone.

Aujourd'hui personne ne prend en compte cette possibilité. Il est effectivement difficile d'être *short* face à un acteur aussi puissant qu'une banque centrale. La banque centrale dispose d'un pouvoir de création monétaire illimitée et ne suit pas les règles comptables et prudentielles qui s'imposent aux banques "de droit commun".

*Depuis le 15 janvier dernier, nous avons perdu un gros acheteur — à savoir la Banque nationale suisse (BNS)*

▪ **Que se passera-t-il si les acheteurs traditionnels de dettes publiques de la Zone euro disparaissent ?**

Depuis le 15 janvier dernier, nous avons perdu un gros acheteur — à savoir la Banque nationale suisse (BNS). Acteur très important sur le marché des changes, la BNS avait accentué la surévaluation des obligations d'Etat allemandes et françaises. Le 6 septembre 2011, la BNS avait officiellement décidé d'instaurer un plancher (le fameux *peg*) sur la parité euro/franc suisse à 1,20 pour éviter l'appréciation de la monnaie helvétique, considérée comme valeur refuge en période de fortes incertitudes.

Pour défendre ce plancher, la BNS émettait du franc suisse (il n'y a pas de limite technique à la création monétaire *ex nihilo* d'une banque centrale), lequel franc suisse était vendu sur le marché des changes contre achats d'euros. Et l'essentiel de ces euros achetés l'était sous forme de titres d'Etat allemands et français.

La BNS vient de remettre en cause ce *peg* à la surprise générale. La

disparition de cet acheteur massif de dette publique française notamment sera sans doute largement compensée par le QE de la BCE, mais ceci va évidemment peser sur le change.

Les achats importants de titres d'Etat par les banques centrales étrangères ne sont pas non plus illimités. Par exemple, si les excédents commerciaux de certains pays émergents se réduisent, ils n'auront plus de quoi investir sur les marchés obligataires étrangers et deviendront vendeurs. De même, si certaines devises émergentes se déprécient suite à des déséquilibres des paiements courants, les banques centrales des pays concernés n'auront plus besoin de créer de la monnaie nationale et de la vendre contre euro, dollar ou sterling pour acheter des *Treasuries* américains, des Gilts britanniques, des Bund allemands ou des OAT françaises.

Tant que la BCE et les banques centrales nationales réussissent à travers le QE à absorber les éventuelles ventes ou la réduction des achats d'obligations d'Etat en euros, le risque de remontée des taux longs est faible. C'est encore aujourd'hui le scénario le plus probable (scénario 1 à 50%).

En revanche, si les ventes d'obligations de la Zone euro devenaient supérieures à la monétisation des dettes publiques nationales par les banques centrales nationales et aux achats mutualisés de ces mêmes dettes publiques par la BCE, les taux remonteraient. Alors soit Mario Draghi serait obliger d'intensifier son QE (scénario 2 à probabilité de 30%)... soit le marché reprendrait la main (scénario 3 à probabilité de 20%)

Les achats mensuels de mars à juin 2015 dans le cadre du QE de la BCE confirmeront ou infirmeront ces anticipations.

## « L'hypocrisie, la preuve par le boulanger... ! »

Charles Sannat 12 fév 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est un article de *La Tribune* qui revient sur un reportage de télé concernant un boulanger. Enfin que dis-je, un maître boulanger, élu meilleur artisan et roi de la baguette, ce qui n'est pas rien puisqu'une bonne baguette en tant que bon franchouillard, cela nous parle, bien évidemment !!

Bref, le boulanger de son état, lui, emploie une vingtaine de personnes en tout

– ce qui là encore n'est pas rien en ces temps troublés de chômage de masse – et est ouvert 7 jours sur 7. Sauf que pour d'obscures raisons, un boulanger, comme tous les commerces de bouche, peut ouvrir le dimanche MAIS ne doit pas ouvrir 7 jours sur 7 même si les salariés eux bénéficient bien de 2 jours de repos par exemple...

En conséquence de quoi et conformément à la loi, notre boulanger entrepreneur, après une garde à vue à la gendarmerie, a été condamné à fermer sa boutique le dimanche. Voilà pour le résumé de l'histoire.

### **Quand un boulanger suscite l'émoi des politiques**

Voilà ce qu'en dit l'article de *La Tribune* qui va nous révéler une petite perle, à savoir que le patronat des boulangers est totalement contre l'attitude de ce boulanger qui ouvre tous les jours sans jamais éteindre son pétrin, ce qui met dans le pétrin ses concurrents !!

« D'une banale histoire est née une polémique qui a fait réagir les plus hauts responsables politiques de droite. Pour certains, il s'agit de s'en prendre à la loi Macron qui a décidé de libéraliser davantage la réglementation du travail dominical.

Anecdotique ou symbolique ? Le clivage gauche droite est encore apparu après l'éclatement de l'affaire dite du « boulanger des Landes ». En quelques mots, il s'agit d'un artisan situé à Saint-Paul-lès-Dax contraint de fermer son commerce une fois par semaine, conformément à un arrêté préfectoral. L'inspection du travail a mis en demeure le boulanger de s'astreindre à cette obligation sous peine de saisir le tribunal administratif.

« J'ai ouvert 7 jours sur 7 pendant 3 ans et demi. Je crée des emplois et de la richesse, je ne vois pas pourquoi on m'empêcherait de le faire », a expliqué à l'AFP Stéphane Cazenave, qui emploie 22 salariés et avait obtenu en 2014 le prix de « la meilleure baguette de France » au 1er Master national de la baguette de tradition française.

### **Le boulanger désapprouvé par ses pairs**

Face à cette polémique, le boulanger des Landes s'est toutefois vu opposé la désapprobation de ses pairs. La Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie a ainsi réitéré son attachement à la fermeture dominicale.

« Nous sommes attachés à ces arrêtés préfectoraux » qui déterminent les jours de fermeture des boulangeries, « ce n'est pas pour empêcher les gens de travailler mais c'est pour trouver des équilibres, promouvoir la qualité des produits », a réagi auprès de l'AFP Jean-Pierre Crouzet, le président de ce syndicat professionnel. « Il y a bien longtemps que les boulangers travaillent le week-end » et il faut « des règles équitables », fait-il valoir.

De son côté, le gouvernement a pointé « l'utilisation politicienne » de cette affaire ». Pour Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, l'arrêté préfectoral a été pris en 1999 en accord avec les syndicats professionnels, gage d'un dispositif équilibré. »

### **Morale de l'histoire**

N'oubliez pas que tout le monde patron y compris souhaite travailler 7 jours sur 7 et 365 jours par an sans vacances !

Ce petit boulanger est certes sans doute fort sympathique, bien qu'il ne semble pas avoir une vie en dehors de son fournil, pas de femme, pas d'enfant, ou en tout cas il n'a pas envie de passer trop de temps avec eux...

Le problème c'est qu'il emmerde tout le monde ce petit bonhomme, surtout ses « confrères » à qui il fait évidemment beaucoup d'ombre. Sans doute fait-il le meilleur pain, ce qui ne doit pas arranger les affaires des autres patrons boulangers, en plus son bon pain est disponible tous les jours... Insupportable pour les nuls autour qui veulent le voir fermer pour simplement récupérer ses clients, non pas parce qu'ils seraient meilleurs, simplement parce qu'ils pourraient imposer aux gens, en utilisant la loi, qu'ils viennent acheter du mauvais pain au moins une fois par semaine.

Ce petit boulanger fait trop bien son travail, il gagne trop bien sa vie, il travaille beaucoup trop, il n'a aucune vie privée, ses concurrents ne peuvent pas le suivre, il est tout simplement le meilleur et de bien loin, il devient le maillon faible que tout le monde veut abattre et « toutlemonde » va y arriver.

Vous avez dans cette histoire la quintessence de l'hypocrisie humaine, et non et encore non, cette histoire-là n'a rien à voir avec le travail dominical, c'est juste une histoire de règlement de compte local où la loi est utilisée pour nuire. Je vous invite à lire ou à le relire *La Grève* d'Ayn Rand car c'est exactement de cela qu'il s'agit. Et c'est un problème qui n'est pas français,

c'est un problème « humain » qui existe depuis la nuit des temps.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **États-Unis : le géant de l'énergie Halliburton annonce des licenciements à la suite de la chute des prix du pétrole**

Ça y est, cela a mis du temps mais les premières informations commencent à percer le nuage d'opacité. Oui les sanctions économiques à l'égard de la Russie posent des problèmes aussi à l'économie US et OUI, la chute des prix du pétrole est loin d'être aussi positive que ce que veulent nous faire croire les « zoptimistes » béats qui pensent qu'en faisant un plein un peu moins cher c'est autant pour la consommation de chinoïseries produites en Asie et donc bon pour la croissance et donc pour l'emploi. Sauf que cette relation est de plus en plus fausse pour la simple et bonne raison que lorsque le PIB n'est composé que de consommation de produits étrangers, chaque point de croissance vient en réalité appauvrir le pays puisque c'est de l'argent qui part pour acheter des produits étrangers...

Au bout d'un certain temps il y a un gros trou dans la raquette...

*Charles SANNAT*

HOUSTON, 11 février (Xinhua) – Halliburton Co., l'une des plus grandes compagnies pétrolières au monde, a annoncé mardi qu'elle supprimerait de 5 000 à 6 500 emplois, dans le cadre d'une série de plans de licenciements dans le secteur pétrolier pour faire face à la chute des prix du pétrole brut.

La société basée à Houston a annoncé le plan dans un communiqué publié mardi. Les suppressions d'emplois représentent 6,5 à 8 % de sa main-d'œuvre mondiale, qui compte 80 000 employés.

« Nous tenons à chacun de nos employés, mais malheureusement, nous sommes confrontés à la dure réalité qui est que des réductions [des effectifs] sont nécessaires pour faire face à un environnement de marché difficile », a déclaré la porte-parole d'Halliburton, Emily Mir, dans un communiqué.

Les suppressions d'emplois affecteront « l'ensemble des opérations d'Halliburton », a-t-elle indiqué. Halliburton est la plus grande société de fracturation hydraulique des États-Unis et la deuxième société d'outils de forage au monde après Schlumberger.

Le plan d'Halliburton porte le nombre de licenciements annoncés par les



quatre plus grandes compagnies pétrolières mondiales ces dernières semaines à plus de 30 000 dans le monde, ce qui représente environ 9,4 % de leur main-d'œuvre totale, selon le *Houston Business Journal*.

La majorité des producteurs de pétrole et des sociétés de services pétroliers aux États-Unis ont annoncé de vastes plans de licenciements et des coupes budgétaires en réponse à l'effondrement des prix du pétrole. Selon certains observateurs, la majorité des entreprises du secteur de l'énergie devraient réduire d'au moins 15 % leurs dépenses d'équipement cette année.

### **Détente ? Obama : un affaiblissement de l'économie russe menacerait également les USA**

Serait-ce l'heure de la détente qui commencerait à sonner sur l'affaire ukrainienne ? En tout cas, les dernières déclarations du président américain montrent que les USA pourraient ne pas être aussi déterminés que cela à rentrer en guerre contre la Russie pour une vague histoire ukrainienne tout en sachant que les Européens vont bien finir également par se lasser du petit jeu destructeur d'outre-Atlantique où c'est évidemment le vieux continent qui est le grand perdant de toutes ces tensions fratricides et qui n'ont objectivement aucun sens.

*Charles SANNAT*

L'affaiblissement de l'économie russe aurait des conséquences négatives pour les USA, estime le président américain Barack Obama.

« C'est néfaste pour la Russie et, avec le temps, cela nuirait également aux USA, parce que si les affaires allaient mal en Russie, il est à craindre que Moscou revienne aux anciennes idées expansionnistes, qui en réalité ne doivent en aucun cas être appliquées au XXI<sup>e</sup> siècle », indique Obama.

Les relations entre la Russie et l'Occident se sont dégradées à cause de la situation en Ukraine. Fin juillet 2014, l'UE et les USA sont passés des sanctions ponctuelles contre certains individus et compagnies russes à des restrictions visant des secteurs économiques entiers en Russie.

Cette dernière a réagi en interdisant l'importation de produits alimentaires en provenance des pays ayant décrété des sanctions contre elle : les USA, l'UE, le Canada, l'Australie et la Norvège.

Obama reste d'avis qu'à terme, « la Russie proposera une solution

diplomatique à ce qu'elle a fait en Ukraine ». « Je pense qu'à leur honneur, ils ont réussi à tirer un trait et à poursuivre avec nous le travail sur les thèmes comme le programme nucléaire iranien », note le président américain.

[Source agence Sputnik ici](#)

## **Transactions de 1 000 milliards de yuans entre RMB et les monnaies étrangères**

Voilà un chiffre qui permet tout de même de relativiser la place des autres devises dans le système international qui reste, pour le moment, sous l'hégémonie presque incontestée du roi dollar que cela nous plaise ou non (cela ne me plaît pas à titre personnel, mais telle n'est pas la question justement).

Tous les accords de swap dont je vous ai parlé ces derniers mois font donc un total cumulé de 170 milliards de dollars. L'augmentation est très importante et l'internationalisation de la monnaie chinoise bien réelle mais, à l'heure actuelle, cela reste encore trop modeste pour menacer le dollar américain.

*Charles SANNAT*

BEIJING, 11 février (Xinhua) – Les transactions directes entre le Renminbi et les monnaies étrangères ont atteint 1 050 milliards de yuans (170 milliards de dollars) en 2014, selon un rapport publié mardi par la banque centrale de Chine.

Les transactions directes par jour étaient en moyenne de 10,2 milliards de yuans l'année dernière, soit 8,4 fois plus élevées qu'en 2013, indique le rapport sur la politique monétaire pour le 4<sup>e</sup> trimestre de la Banque populaire de Chine.

Le Renminbi peut être échangé directement contre huit monnaies sur les marchés interbancaires, dont l'euro, le dollar australien et le dollar de Singapour.

La croissance des transactions directes en Renminbi présente de nombreux avantages, dont la réduction du coût de conversion, l'amélioration de la transparence des tarifs et la promotion de l'internationalisation de la monnaie chinoise.

# LES GRECS VONT-ILS ÉCHAPPER À LEUR TRAGIQUE DESTIN ?

11 février 2015 *par François Leclerc*

Il n'est pas attendu de la réunion de l'Eurogroupe d'aujourd'hui qu'elle clarifie cette interrogation, celle toute proche et de la dernière chance du 16 février y pourvoira. Comme Pierre Moscovici a cru devoir hier le préciser, « le scénario n'est pas une sortie de la Grèce de l'euro », mais celle-ci n'a jamais été aussi proche sans qu'il ne contribue à l'éloigner. Accusant Wolfgang Schäuble d'exiger « des choses irrationnelles », Alexis Tsipras a déclaré devant le Parlement : « Schäuble peut nous le demander de n'importe quelle façon, nous ne demanderons pas d'extension du plan d'aide ! ». Ce dernier avait d'Istamboul fait valoir que « nous ne négocions pas de nouveau programme. Nous avons déjà un programme », faisant référence à celui de la Troïka que Pierre Moscovici n'a pas hésité à qualifier comme étant « notre ancre, notre boussole, notre référence », avant d'argumenter en jouant sur un registre douteux : « le gouvernement grec doit être conscient qu'il y a aussi des électeurs en Allemagne, en Italie, en France, en Finlande, en Slovénie ».

Certains font mine de croire qu'un accord est encore possible une fois assis autour d'une table et abandonné toute « rhétorique », mais n'est-ce pas faire peu de cas de l'intransigeance de Wolfgang Schäuble qui n'envisage pas de quitter son terrain de prédilection ? Celui-ci balaye d'un revers de main toute politique alternative à la sienne, voulant faire plier les Grecs pour étouffer dans l'œuf une remise en cause commençant à faire école, et ceux qui le laissent faire en portent conjointement la responsabilité. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement de demain permettra à cet égard de le confirmer, dans un contexte où la guerre en Ukraine éclipsera la crise grecque.

Le gouvernement grec a fait feu de tout bois à la recherche de points d'appui, mais seront-ils suffisants pour que des négociations a minima s'engagent finalement ? Il ne pourra au mieux en être attendu que de petites ouvertures, le rapport de force ayant tranché. Les dirigeants italien et français aux abonnés absents, Jean-Claude Juncker tentant de gagner un peu de temps, peut-on encore croire en la portée d'une intervention du secrétaire général de l'OCDE, qui rencontrera Alexis Tsipras aujourd'hui à Athènes, afin de les élargir ? Quant au désastreux soutien recherché auprès de Vladimir Poutine, ou l'affirmation par le ministre grec de la Défense, Panos Kammenos, d'un

plan B impliquant les États-Unis, la Chine ou la Russie, ils ne font pas une politique de remplacement.

Même un peu desserré, le carcan financier ne sera pas supprimé. « Le temps est venu de dire tout haut ce que les officiels reconnaissent quand les micros sont fermés et parlent ouvertement. (...) À ce stade, quelqu'un a le devoir de dire non, et cette responsabilité est tombée sur nous, la petite Grèce », a déclaré Yanis Varoufakis...

## Tic-tac, tic-tac...

12 février 2015 par François Leclerc

Le secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et la directrice générale du FMI Christine Lagarde avaient chacun de leur côté préparé hier le terrain d'un accord, mais cela n'a pas empêché la réunion de l'Eurogroupe d'achopper dans la nuit sur un point dur préliminaire.

Le gouvernement grec se refuse à toute formule basée sur une extension du *plan de sauvetage*, qui se termine à la fin du mois, et réclame un nouveau programme, tandis que Wolfgang Schäuble campe sur ses positions : « Nous avons ce programme, soit il est mené jusqu'au bout, soit il n'y a plus de programme ». Les points de vue sont irréconciliables à ce stade : depuis la tribune du parlement grec, Alexis Tsípras avait la veille lancé « nous ne négocions pas le plan de sauvetage, il a cessé d'être en raison de son insuccès », l'échec était prévisible.

Une réunion s'était tenue à Bruxelles avant la réunion de l'Eurogroupe, à laquelle participait Christine Lagarde, Jeroen Dijsselbloem et des hauts fonctionnaires bruxellois, afin de mettre au point le contenu de ce que pourrait être un « accord-relais », selon les termes employés par des sources grecques. Au sortir de cette rencontre, Christine Lagarde déclarait à propos de l'équipe grecque : « ils sont compétents, intelligents, ils ont conscience de leurs problèmes. Nous commençons à travailler ensemble et c'est un processus qui va prendre un certain temps ». Restait à régler le point litigieux...

Dans l'après-midi, Angel Gurría et Alexis Tsípras avaient depuis Athènes trouvé un accord afin de mettre en place une « mission de coopération » chargée de bâtir un plan de réformes. Tandis que le premier la présentait

sobrement comme « allant porter sur les secteurs de l'imposition et de la compétitivité », tout en évoquant « la justice sociale et la lutte contre la corruption », le second faisait valoir que « cette coopération va se faire non sur la base de ce qui avait été décidé auparavant, mais sur celle du mandat populaire ». Une même coopération avait été convenue avec le gouvernement grec précédent, mais sur d'autres bases, Angel Gurria paraissant acquiescer aux critiques du *plan de sauvetage* d'Alexis Tsipras, en raison de ses conséquences sur le chômage, le développement des inégalités et la croissance, des thèmes que l'OCDE emprunte désormais lorsqu'elle analyse la situation de ses pays membres.

On avait appris dans la journée l'invitation à Pékin du premier ministre grec, faisant suite à celle qu'il a reçue de se rendre à Moscou. Dans le contexte ukrainien actuel, la crise grecque cesse d'être purement européenne pour s'inscrire dans le cadre de plus larges enjeux. Au cas où la Grèce en viendrait à sortir de l'euro, un « plan B » prend corps – en tout cas sous la plume des commentateurs – qui trouverait ici et là des appuis. Dans cette perspective, on attend ceux que pourraient directement apporter le gouvernement américain, soucieux de ne pas laisser la Grèce changer d'orbite. Cela représenterait un véritable pied de nez de l'histoire, dans un pays marqué par un fort anti-américanisme et où le FMI est honni.

Les dizaines de milliers de manifestants d'Athènes et de Thessalonique qui sont hier soir descendus dans la rue pour soutenir leur gouvernement – une grande première – se sont contentés de réclamer « un souffle de dignité », comme le proposait l'appel sur les réseaux sociaux auquel ils ont massivement répondu. Selon les sondages, une majorité de 70 % des Grecs souhaitent à la fois « tourner le dos à l'austérité » et « trouver un accord avec la zone euro ». Les délais pour y parvenir se réduisent, mais c'est le plus souvent le nez sur l'obstacle que les accords les plus improbables se concluent... Jeroen Dijsselbloem avait déclaré avant la réunion de l'Eurogroupe qu'il préside « nous allons écouter ce que les Grecs ont à dire et voir comment nous pouvons continuer à les soutenir. Il y a officiellement toujours un programme d'aide en cours, donc la première question à se poser est quelle est la suite ? ». Elle n'a pas été trouvée, sans que cela soit une surprise.

# Baisse de la consommation d'électricité...

Patrick Reymond 12 février 2015

... mais surtout d'énergie en Europe. On nous parle bien de la baisse de consommation, mais en précisant qu'elle est seulement électrique. Ah bon ??? En réalité, c'est la totalité de la consommation d'énergie qui est concernée, et surtout les énergies fossiles.

Le continent produit réellement 563.1 millions de TEP, sur 1667.3 consommés soit 1/3 de sa consommation, seul faisant exception dans ce continent, la Norvège avec son gaz, pétrole, mais aussi, son électricité.

Bien entendu, il faut enlever la fiction de la production "nationale", d'électricité nucléaire, le continent important la totalité de son uranium.

On est donc retombé au niveau de 1990, et cela semble indiquer, d'ailleurs, le "la". Il n'y a plus de croissance depuis 25 ans, et celle obtenue était une croissance fictive, faite de revente de maisons les uns aux autres sur fond de surendettement pathologique.

De plus, si on enlève cette fiction nucléaire, on s'aperçoit vraiment que le continent est celui des énergies renouvelables, et qu'elles font largement course en tête.

Pendant ce temps, aux USA, la misère ne cesse de s'étendre, et la croissance est une donnée absente depuis 25 ans (la croissance des années 1990 était inférieure à la croissance démographique), pire, la décroissance semble avoir été là bien plus tôt. Au moins si on en croit John William et son site. Simple calcul de croissance officielle US suivant les normes américaines de 1980.

Cela semble coller à la réalité, plus que les divagations des présentatrices de JT. L'empire ment, sur l'extérieur, comme à l'intérieur.

D'ailleurs, le souci de légalité semble désormais, absent. La loi Macron, sur les constructions illégales, voudrait abroger les recours...C'est tout ce qu'il a trouvé le beau gosse ???

Même les activités rentières, visiblement, ne résistent pas.

L'énergie est donc bien la mère de toutes les batailles.

# Qui va Payer ?

Géopolitique Friction du Mercredi 11 Février 2015: Par Bruno Bertez

Il ne faut jamais compter sur les pouvoirs et leurs élites pour mettre les choses au clair. Ce qui est simple, ils le rendent complexe. Ce qui est droit, ils le rendent obtus. Et nous affirmons que ceci est au cœur des difficultés de nos sociétés.

On aurait tort, cependant d'imaginer que tous ces gens pensent faux. La plupart oui, cela est vrai car ce sont des idiots, mais il a des super-élites, des stratèges qui élaborent et conseillent.

Aux Etats-Unis, pour simplifier on dit que ce sont les PHD des grandes Universités Privées. C'est presque vrai. En Europe c'est moins net, le recrutement des super-élites de l'ombre, des tireurs de ficelles, est plus diversifié. Donc ils sont plus difficiles à identifier.

La fonction de ces gens est de réfléchir, d'analyser, d'élaborer des stratégies politiques et sociales au service de l'ordre dominant. Au service des ultra-riches. Ils sont passés maîtres dans l'art de la communication laquelle consiste non pas à informer et transmettre une connaissance ou un savoir, mais à influencer et à dicter ce que le public concerné doit penser.

Leur art suprême c'est l'embrouille, la mystification, les vessies pour les lanternes.

En voici un exemple à propos de la dette. Vous savez que nous sommes en Europe Unie, et donc en bonne logique les problèmes doivent être abordés et réglés en termes économiques globaux, unitaires qui dépassent les frontières nationales. Surtout si l'objectif est de sauver le fameux euro.

Sur ces bases, il ne vous échappe pas que la distinction majeure, opérationnelle, est entre débiteurs et créanciers. A la faveur de l'excédent de leur balance des paiements certains pays, certaines catégories de personnes ont accumulé une épargne, des créances, un capital sur les pays qui eux avaient un déficit de leur balance des paiements; c'est à dire des dettes. La responsabilité est collective, on ne peut séparer l'œuf de la poule car excédents des uns et déficits des autres sont inséparables, On n'a pas le choix, c'est une équivalence comptable. C'est un système. Donc il est inutile

de chercher qui est plus responsable que l'autre, cela c'est de la morale. Ce qu'il faut, c'est trouver une solution économique et financière à ce problème de la dette.

La solution au problème de la dette est simple, claire, il suffit de trouver « qui va payer ? ». De tous temps, depuis qu'il y a des dettes, on n'a jamais pu sortir de cette évidence: Trouver une solution au problème des dettes équivaut toujours à trouver « qui va payer? ».

Si la classe politique était honnête, ce qu'elle n'est pas, depuis 2008, tout le débat politique devrait être centré sur cette question. Et la question dans un espace que l'on prétend unifier se pose de la façon suivante: est ce que l'on va faire payer les crédateurs, les créanciers, les classe sociales qui ont tiré et tirent profit des dettes ou bien est ce que l'on va faire payer les citoyens, les classes moyennes? La vraie et seule question de la solution au problème des dettes que l'on ne peut honorer est celle-là, qui fait-on payer? Et il faut y réponde en fonction de l'intérêt général européen. Il faut faire le choix qui fait le moins dégât.

Il est évident que le choix de politiques d'austérité est en soi une réponse: On choisit de faire payer les masses, les citoyens, les classes moyennes. L'autre branche du choix c'est de faire payer les crédateurs, les créanciers et ceux qui bénéficient du système de la dette. Faire payer ceux que Tsipras veut qu'ils paient.

Poser les questions en ces termes, ne convient pas aux élites dominantes et pour cause, cela fait apparaître un choix inique, injuste, spoliateur, renforçateur d'inégalités. Au lieu de poser les choix en termes économiques, ce que tout européen authentique, de bonne foi ferait, on les biaise. On escamote le fait que l'on spolie des catégories sociales et on fait croire que c'est un problème National, Nationaliste. Ainsi on a maintenant un problème en ce moment entre la Nation Grecque et la Nation Allemande. Ainsi pour éviter de dire la vérité qui serait désagréable aux dominants on met en avant le concept dangereux à manier de Nation. Et on le fait au risque de ranimer les antagonismes, les haines et les revendications comme celle de Tsipras qui veut des indemnités de guerre nazies de la part des Allemands.

Ou au risque de faire monter Podemos dans les sondages ou Marine Le Pen. Ce contre quoi on prétend lutter.



La dette est un problème de classe et de groupes sociaux que par cynisme, irresponsabilité et avidité on transforme dangereusement en un affrontement de Nations. Tout comme en 1914 on a transformé un problème d'impérialisme et d'hégémonie en un affrontement National dont a vu l'issue.

Ce choix des dominants est destructeur, il casse en profondeur tout esprit Européen, il monte les peuples les uns contre les autres au lieu de les rapprocher.

## [Aux Etats-Unis, seulement 5,6% de chômage? Le 'grand mensonge'](#)

par Audrey Duperron · 11 févr. 2015 [Express.be](#)



Aux Etats-Unis, les médias, Wall Street et la Maison Blanche ne cessent de célébrer la chute du taux de chômage, d'autant que les Américains aiment les histoires de « come-back ». Mais selon Jim Clifton, CEO de l'institut de sondage Gallup, le pourcentage d'employés américains à plein temps n'a jamais été aussi faible. La plus grande partie de la population n'en a pas conscience, parce que les chiffres du chômage sont très trompeurs. D'après le Département américain du Travail de chômage, il n'y aurait plus que 5,6% de chômeurs aux Etats-Unis. Sur son blog, Clifton évoque une imposture, « un grand mensonge » ("Big Lie").

« Personne ne vous dira ceci : si vous, ou un membre de votre famille, ou

toute autre personne sans emploi décide d'abandonner la recherche d'un emploi – si vous êtes si désespéré d'être au chômage que vous avez cessé de chercher un emploi au cours des 4 dernières semaines – le département du travail ne vous comptera plus comme chômeur. C'est ainsi. Alors que vous êtes aussi chômeur qu'on peut l'être, et que, malheureusement, il se pourrait que vous ne retrouviez jamais de travail, vous n'êtes pas compté dans les chiffres que nous voyons défiler sans relâche dans les actualités – actuellement 5,6%. A cet instant, 30 millions d'Américains sont ou bien sans emploi ou bien travaillent moins qu'ils ne le souhaiteraient. (...)

Il y a une autre raison pour laquelle le taux est trompeur. Supposons que vous soyez un technicien ou un travailleur de la santé, ou un travailleur de la construction, ou un gérant de magasin au chômage. Si vous effectuez une heure de travail et que vous êtes payé au moins 20 dollars - peut-être parce que quelqu'un vous a demandé de tondre sa pelouse – vous ne serez pas officiellement enregistré comme chômeur dans ces 5,6% dont on entend tant parler. Peu d'Américains savent cela.

Une autre donnée importante est omise par la presse : ceux qui travaillent à temps partiel, mais qui souhaiteraient travailler à plein temps. Si vous avez un diplôme en chimie ou en maths et que vous ne travaillez que 10 heures à temps partiel parce que c'est tout ce que vous avez pu trouver – en d'autres termes, si vous êtes gravement sous-employé – le gouvernement ne vous compte pas dans les 5,6%. »

« Il n'y a pas d'autre façon de dire ceci », écrit Clifton:

Les chiffres officiels du chômage qui négligent cruellement la souffrance des chômeurs de longue durée et de ceux qui ont abandonné l'espoir de travailler, aussi bien que des gens qui travaillent moins qu'ils ne le souhaiteraient s'avèrent être un grand mensonge ».

Or, le travail est le fondement de la société américaine, explique Clifton. « Des emplois stables donnent aux gens une identité, le respect de soi, la fierté, et ils forment la base de nos relations avec nos amis, notre communauté et notre pays. Lorsque nous ne sommes pas en mesure de créer un emploi qui correspond au talent, à la formation et à l'expérience d'un citoyen, nous faisons échouer le grand rêve américain. »

« Gallup définit un bon emploi comme étant «plus de 30 heures de travail par semaine pour une organisation qui vous verse un salaire sur une base régulière. ». Actuellement, à peine 44% des Américains se trouvent dans cette situation, ce qui est le nombre d'emplois à plein temps en pourcentage de la population adulte âgée de plus de 18 ans. Il faudrait que ce chiffre atteigne 50% et la création de 10 millions de nouveaux et bons emplois pour restaurer la classe moyenne américaine. (...)

Ce ne sera que lorsque les médias, la Maison Blanche et Wall Street commenceront à rapporter la vérité sur le chômage (...) que nous cesseront de nous demander pourquoi les Américains ne ressentent pas quelque chose qui se rapproche de la réalité de leur existence. Et nous cesseront également de nous demander ce qui a évidé la classe moyenne ».

## Les négociations entre l'Europe et la Grèce ne mènent à rien

par Audrey Duperron · 12 févr. 2015 [Express.be](http://Express.be)



La première tentative pour trouver un accord avec le gouvernement grec a échoué. Après six heures de négociations, aucune des deux parties n'est parvenue à se mettre d'accord, même sur la poursuite de ces négociations. Le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, qui préside l'Eurogroupe, composé des ministres des Finances de la zone euro, a dit qu'il avait espéré au moins être

en mesure d'élaborer une proposition pour de nouvelles négociations, mais qu'aucune autre session de négociations n'avait été programmée à l'issue de la rencontre. Les Grecs ont jusqu'à lundi pour demander une prolongation du programme d'urgence actuel, mais ils ne sont pas déterminés à le faire.

« Nous avons essayé de travailler sur une feuille de route pour les prochains jours, malheureusement, nous n'y sommes pas parvenus. Est-ce que quelqu'un va commencer à travailler à Athènes, ou ailleurs ? Pas entre maintenant et lundi, parce que nous avons besoin de partager des bases communes pour aller de l'avant », a déclaré le Néerlandais.

Selon des officiels de la zone euro impliqués dans les négociations, [dans un premier temps, l'Eurogroupe s'était mis d'accord avec Yanis Varoufakis](#), le ministre des Finances grec, sur une déclaration commune actant qu'un accord sur une extension du programme de renflouement actuel qui expire le 28 février était possible. Mais après une consultation avec le Premier Tsipras à Athènes, Varoufakis a introduit des exigences supplémentaires concernant la forme de la déclaration, qui a finalement été supprimée dans son intégralité. Tsipras a maintenu qu'il ne souhaitait pas une extension du plan de sauvetage actuel. [Le ministre allemand Wolfgang Schäuble avait déjà quitté la table des négociations à ce moment-là, écrit Die Welt.](#)

A la suite de la réunion, Varoufakis a tenté de minimiser l'échec, et dans une brève déclaration, il a indiqué qu'il pensait encore pouvoir trouver un accord lundi prochain. Il a souligné qu'il avait bénéficié d'un « accueil chaleureux », que les débats avaient été « constructifs » et « fascinants », qu'il avait été heureux « d'avoir l'opportunité d'exposer notre vision ».

[«Nous avons expliqué pourquoi ce programme de renflouement ne marche pas.](#) Nous voulons un nouveau contrat avec l'Europe. »

[Selon le New York Times, mercredi, le Premier ministre Tsipras s'est également entretenu au téléphone avec le Premier ministre chinois Li Keqiang](#), pour convenir d'une visite de la délégation grecque en Chine. Le même jour, le ministre des Affaires étrangères grec a rencontré son homologue russe Sergeï Lavrov, qui a confirmé à l'agence Reuters que son pays pourrait envisager d'aider financièrement la Grèce si celle-ci le sollicite.

Imprimer Taille du texte

# Russie : de la chute des prix des hydrocarbures

Par Aymeric de Villaret. Contrepoints, Publié le 12 février 2015

Quelles sont les conséquences de la chute du prix du baril pour le deuxième pays producteur de pétrole du monde ?



Vladimir Poutine (Crédits World Economic Forum, licence Creative Commons)

Deuxième producteur mondial de gaz mais aussi de pétrole, derrière les États-Unis... Surtout premier exportateur mondial de gaz, et du niveau de l'Arabie Saoudite pour les exportations de pétrole.

## **De la chute des cours du brut...**

Rappelons-nous les conséquences de la chute des cours du baril en 1998 sur l'évolution de l'ex-URSS. Certains mettent même un certain parallèle entre la chute récente des cours et celle de 1998. Chute orchestrée par les Américains afin de déstabiliser la Russie suite à la crise ukrainienne ?

Ou n'est-ce pas l'Arabie Saoudite qui en a assez des « passagers clandestins » qui profitent de son leadership sur le marché du pétrole et de son rôle de « swing producer » ? C'est pourquoi, la veille de la réunion de l'OPEP du 27 novembre 2014, l'Arabie a reçu à Vienne la Russie et le Mexique afin de leur demander de participer à l'effort de coupure. Quand on voit le niveau des exportations russes de brut, on peut comprendre que les Saoudiens ne désirent plus indéfiniment faire les efforts.

## **Des conséquences sur sa production et sur son économie...**

Il est clair que la Russie est fortement impactée par la chute du baril et l'embargo sur son économie. Leur impact combiné est estimé par l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) à -560 kb/j sur la production brut russe à l'horizon 2020 (environ -5%). Et c'est, selon l'IFP Énergies Nouvelles, un

impact de -4 % à -7% de son PIB qu'elle pourrait perdre si le baril en 2015 était à 80\$ ou 60\$/baril !

### **Que fait la Russie ?**

Elle s'est restructurée depuis l'éclatement de l'empire soviétique. Sa production d'hydrocarbures a bien redémarré. Et alors qu'elle a le plus grand producteur de gaz du monde (Gazprom), elle a su créer dans le pétrole un géant en l'intermédiaire de Rosneft (qui après avoir repris les actifs de l'ancien Yukos, a intégré en 2013 ceux de TNK-BP). Bien sûr le secteur russe dépend de la suite de l'embargo, mais avec deux majors que sont Gazprom et Rosneft, le secteur est assez fort pour résister, d'autant qu'il exporte en \$ américain.

### **Que doit-elle faire ?**

1) Rejoindre l'OPEP ?

À son niveau d'exportation, qu'est ce qui l'en empêche ? Un pays comme le Qatar, par exemple, un des principaux exportateurs de gaz, en est membre, tout en ne produisant que très peu de brut. La Russie peut-elle rester le passager clandestin de l'OPEP ? L'Arabie Saoudite lui pose carrément la question et même si fin novembre elle a refusé, pourra-t-elle le faire indéfiniment ?

2) Se tourner de plus en plus vers l'Asie ?

Historiquement tournée vers l'Europe, la Russie regarde de plus en plus vers l'Asie qui est à ses portes, notamment vers la Chine. Celle-ci est un gigantesque marché et lui ouvre ses portes. Pourquoi refuser quand l'Occident les lui ferme ?

## **La rock star marxiste de la finance n'a pas encore gagné**

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 12 février 2015

**Le numéro de rock star de la finance joué par Yanis Varoufakis**, le nouveau ministre des finances grec a eu, au début, beaucoup de succès auprès des nombreux « experts » qui souhaitent nous expliquer la stratégie que doit adopter l'Europe pour aller au succès économique et politique.

Voilà quelques uns des arguments qui ont été avancés :

« La Grèce est occupée par la Wehrmart. Elle est toujours sous le joug allemand » !

« La dette grecque doit être annulée, comme l'a été la dette allemande en 1953 » !

A cette époque, les américains avaient imposé à leurs alliés une annulation de 50% de la dette allemande et un rééchelonnement du paiement du solde...

« Le front de l'austérité, qui nous prend tous à la gorge, est en train de s'effriter à cause du fétichisme allemand de l'équilibre budgétaire » !

« Les pays méditerranéens particulièrement frappés par le diktat merkélien doivent s'unir pour une Europe de la croissance, pas pour une Europe du chômage » !

« Angela Merkel a un portefeuille à la place du cœur » !

Malgré tous ces arguments amplement repris dans les grands journaux et magazines européens (Welt am Sonntag, Der Spiegel, Eldiario, Il Sole 24 Ore, The Spectator...) l'Allemagne n'a pas cédé.

**La situation réelle de la Grèce est un peu différente.** Sa dette s'élève à 315Md€ ce qui représente 3% de celle de la zone Euro. Le vrai sujet est qu'elle doit refinancer environ 10Md€ dans les semaines qui viennent. Le versement de cette somme était

conditionné à la fin plan d'aide de la Troika ( Union Européenne, BCE, FMI). Compte tenu des positions du nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras, qui veut mettre fin à la « tutelle », il faut trouver une solution d'ici le 11 février date de la prochaine réunion de l'Eurogroup consacrée à la Grèce. Il n'y a pas d'autre alternative qu'une « extension technique » du contrat en cours puisque l'accès direct aux marchés n'est pas possible. Quand on veut emprunter, il faut inspirer confiance aux investisseurs. Pour l'instant l'ensemble des créanciers d la Grèce , dont la France, restent unis derrière l'Allemagne.

En face de cette situation le gouvernement grec a fait savoir « Vous nous mettez le couteau sous la gorge et nous ne pouvons pas céder et accepter de prolonger le plan de la Troika, sinon nous perdons toute légitimité et le gouvernement tombera immédiatement ». Tout cela s'appelle une négociation.

Il faut absolument trouver une solution sans quoi l'effet contagion à l'Espagne avec Podemos est un vrai risque dans les mois qui viennent. Parmi les idées qui permettraient de sauver la face on peut imaginer que la dette grecque devienne perpétuelle (= jamais remboursée) avec un taux d'intérêt indexé sur la croissance (= il n'y aura pas de coupon puisque la croissance sera totalement insuffisante )

**La BCE a tenu habilement à se protéger contre un éventuel défaut de la Grèce** puisque 80% des éventuelles pertes seront imputables aux banques centrales nationales. Elle a fermé un de ses guichets aux banques grecques et renvoyé dos à dos Alexis Tsipras et les gouvernements européens. Il a donc d'ores et déjà perdu la partie à Berlin.

### **La France reste le pays qui inquiète le plus**

**En Europe**, les ventes de détail repartent. C'est le signe de ce que la baisse du prix de l'essence a redonné un peu de pouvoir d'achat aux ménages. Par contre, le pays qui empêche réellement les décideurs européens de dormir, ce n'est ni la Grèce, ni l'Espagne, ni l'Italie mais la France. Son économie ne se redresse pas du tout et rien n'indique qu'elle soit sur la voie d'une reprise soutenue ou durable. Les dramatiques événements du mois de janvier, la situation de la Grèce et le conflit en Ukraine permettent pour le moment au Président de la république de ne pas parler d'économie.

Heureusement François Rebsamen le ministre du travail nous a annoncé un nouveau « plan pour attendre la reprise » !

## **«SwissLeaks», ou l'investigation commandée**

**Myret Zaki Bilan.ch Publié le 9 Février 2015 à 8:48**

Les nouvelles pratiques médiatiques soulèvent de nouvelles questions. En effet, Swissleaks est une opération qui s'apparente à du journalisme d'investigation organisé par les services de l'Etat.

Ce dimanche, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), connu pour ses opérations précédentes «Offshoreleaks» et «Luxleaks», a fait son retour avec «Swissleaks», le déballage mondial des pratiques de la filiale suisse de HSBC. Nous avons eu droit au même battage



coordonné que lors des opérations précédentes: des dizaines de Unes simultanées promettant de dévoiler les entrailles du monstre. Des articles d'appel vantant la taille, le poids et le volume des informations: «45 journalistes», «140 pays», «59'000 fichiers». On répétait en boucle que les données HSBC, volées en 2008 par Hervé Falciani, ont été «obtenues» par la presse auprès de «sources gouvernementales françaises». Formulation aux accents marketing surprenants, lorsqu'on sait que les journalistes n'ont pas «obtenu» d'eux-mêmes les informations, mais que, pour reformuler, celles-ci leur ont été dépêchées en mains propres aux bureaux du Monde par des envoyés du gouvernement français.

Journalisme d'investigation commandé ? Le gouvernement français, qui a déjà inculpé HSBC Suisse pour démarchage illicite et blanchiment de fraude fiscale, se fait généreux au point d'offrir en pâture à la presse mondiale les informations qu'il a préalablement nettoyées et rendues lisibles pour le confort des journalistes.

Le travail des journalistes qui se sont plongés dans ces données des semaines durant mérite certes respect et louanges. Mais il faut s'interroger plus loin. D'abord, ce n'est pas de l'investigation. Le terme plus approprié serait certainement «data journalisme». Ensuite, le problème de ces opérations coordonnées, c'est que la presse impliquée en devient uniforme, parle d'une seule voix, présente les faits à l'identique, et l'esprit critique se perd quelque part dans la masse des gigaoctets. On reçoit des données prêtes à l'emploi ? Alors on tape sur la cible sans se poser de questions. Et pendant ce temps, le gouvernement français s'offre une centaine de Unes officiant comme son bras de communication, et achevant son entreprise de dissuader à bon compte les fraudeurs fiscaux.

Ce nouveau standard de l'enquête journalistique trahit un paradoxe: tandis que les vraies enquêtes, initiées par des journalistes d'investigation, se font très rares, les fuites de données massives, parfaitement organisées, auprès d'équipes de data journalistes prennent le relais et s'institutionnalisent. Et leur valeur se donne à mesurer en «gigaoctets» et en «millions» de documents. Ainsi, l'argumentaire Swissleaks, ce sont d'abord, avant même d'en connaître la teneur ou la pertinence réelle: 59'000 fichiers (3,3 gigaoctets) portant sur 106'000 personnes liées à des comptes HSBC. Auparavant, Offshoreleaks, c'était 2,5 millions de documents et 260 gigaoctets, mais qui souvenons-nous,

avaient accouché d'informations peu significatives.

Dans l'affaire d'Hervé Falciani qui nous occupe ici, on a un informaticien qui, sans jamais avoir cherché à parler à sa hiérarchie, vole une année de données, puis tente de les monnayer sous un faux nom au Liban, avant que l'Etat français ne saisisse les données au domicile de ses parents en France. Si l'on considère que le vol initial se justifie par l'intérêt public, il s'agit de faire sens de cette masse d'informations sur la clientèle de HSBC.

S'agissant des pratiques suisses de démarchage actif de clients non déclarés et des anecdotes sordides ou cocasses qui les accompagnent, ce qu'on lit jusqu'ici de Swissleaks s'avère très similaire au vécu d'UBS et de Credit Suisse, déjà amplement exposé par les masses de données des gouvernements américain et français.

Les noms de célébrités figurant dans la liste et les sommes en jeu portent jusqu'ici peu à conséquence, à l'instar des 80'000 euros, relativement insignifiants, de l'humoriste Gad Elmaleh.

La nouveauté, en revanche, semble être que les données HSBC de 2006-2007 attestent d'un laxisme avancé en matière de lutte antiblanchiment. La banque, qui avait déjà dû faire le ménage dans son antenne genevoise en 2012 suite à l'affaire de blanchiment liée aux frères Elmaleh et qui a réglé en 2013 près de 2 milliards de dollars d'amende aux Etats-Unis suite à une affaire de blanchiment de drogue via le Mexique, aurait maintenu en Suisse des comptes de potentats, terroristes, trafiquants d'armes ou autres personnalités sous sanctions. On attend de voir les détails. Pour l'heure toutefois, au rang des personnes politiquement exposées (PEP), les poids lourds restent absents. On apprend par exemple que l'ancien ministre égyptien du commerce et de l'industrie fait partie de la liste. Mais les comptes de personnalités comme le président déchu Hosni Moubarak, ceux qui nous intéressent vraiment, et que l'Egypte attend toujours de voir rapatriés, sont absents de cette affaire. Y aura-t-il en définitive des comptes de véritables PEP de premier ordre? C'est peu probable. Certes, le roi Mohammed VI du Maroc figure parmi les titulaires de comptes, mais un compte de chef d'Etat n'est pas en soi considéré comme du blanchiment. Il est considéré comme un compte à "risque accru", à surveiller de près pour détecter les éventuels indices de blanchiment, via des transactions fréquentes, par exemple. Une banque suisse est censée éviter les PEP et les comptes à risque accru, mais n'est pas formellement en faute si, en

2006, elle a accepté d'en ouvrir.

Reste que Swissleaks soulève un problème sérieux: alors qu'on découvre les comptes douteux de cette liste, on sait que le Ministère public de la Confédération en a eu connaissance, et qu'à nul moment la Suisse n'a jugé opportun d'ouvrir une enquête. Il est vrai que les condamnations pour blanchiment d'argent en Suisse, comme ailleurs dans le monde, sont ridiculement rares, et que le discours sur la sévérité de la lutte antiblanchiment est ridiculement surfait, lorsqu'on sait que chaque année, des montants de l'ordre de 1600 milliards de dollars sont blanchis dans des banques (chiffres 2009 des Nations Unies), dont l'essentiel passe par les plus grandes places financières.

Ici, il y a un problème majeur, que le "hacker journalism" aidé par l'Etat, auquel on a affaire ici, aura eu le mérite de révéler. Mais on n'est ici qu'au début de l'investigation journalistique. Comme le phénomène persistant de la soustraction fiscale, le problème du blanchiment reste entier, il est en progression, et il est de portée mondiale. C'est à ce niveau que les journalistes pourraient combiner leurs forces au plan mondial pour enquêter. Quelles sont les nouvelles voies du blanchiment, qui sont également utilisées pour la soustraction fiscale? Comment les blanchisseurs et fraudeurs parviennent-ils à couper les liens entre les comptes bancaires et l'activité illégale à l'origine des fonds, et à effacer la traçabilité de ces derniers ? Les techniques très avancées qui permettent qu'aujourd'hui de tels montants parviennent à être blanchis, au su et au vu de toutes les banques soi-disant très strictes en matière de blanchiment d'argent, sont à étudier et à décortiquer. Un consortium de journalistes qui dévoilerait ces mécanismes au grand jour, au lieu d'attendre que des informations choisies, liées à un agenda politique spécifique, lui tombent dans le bec, ferait véritablement un travail journalistique d'utilité publique.

## **Le FBI harcèle les opposants Canadiens des sables bitumineux**

**Radio-Canada ,Publié par wikistrike.com sur 12 Février 2015**

WASHINGTON – Des visiteurs inattendus tentent d’entrer en contact avec des militants contre le pétrole aux États-Unis — ils cognent à leur porte, les appellent, leur envoient des messages texte et contactent des

membres de leur famille. Ces visiteurs sont des agents du FBI, la police fédérale américaine.

Des opposants au pétrole issu des sables bitumineux ont été contactés par des enquêteurs du FBI dans plusieurs États, après avoir participé à des manifestations qui ont retardé l'acheminement d'équipement lourd destiné à l'industrie pétrolière canadienne.

Un avocat qui travaille avec ces manifestants dit être personnellement au courant que des dizaines de personnes ont ainsi été contactés dans le nord-ouest des États-Unis, et estime que leur nombre est probablement beaucoup plus élevé.

Selon Larry Hildes, ces visites inattendues se sont produites au cours des derniers mois dans l'État de Washington, en Oregon et dans l'Idaho.

Les enquêteurs semblent s'intéresser aux actions liées aux sables bitumineux et à l'oléoduc Keystone XL. Chaque fois, les visiteurs répètent le même discours, indique-t-il: il ne s'agit pas d'enquêtes criminelles, les militants ne sont pas accusés de quoi que ce soit, mais les enquêteurs veulent en savoir plus sur leur mouvement.

M. Hildes conseille aux militants de ne rien dire, et la plupart ont suivi ses recommandations. Ce manque de communication fait en sorte qu'il est difficile de comprendre exactement ce que cherche le FBI.

Les activités des opposants aux sables bitumineux sont-elles au centre d'une enquête du FBI, ou s'agit-il simplement d'une coïncidence? La police fédérale américaine ne le dit pas. Elle indique simplement qu'elle enquête sur des crimes potentiels, et non sur les mouvements politiques.

«Le FBI a l'autorité de mener une enquête quand elle a des motifs raisonnables de croire qu'un individu est engagé dans des activités criminelles ou planifie de le faire, a déclaré une porte-parole de l'agence, Ayn Dietrich. Cette autorité concerne les activités illégales, et non les opinions politiques d'un individu.»

Mais pour les militants, l'opposition aux sables bitumineux semble être le dénominateur commun des personnes contactées par le FBI.

Le gouvernement canadien assure qu'il n'est aucunement impliqué dans ces efforts du FBI. Un porte-parole a indiqué être au courant des manifestations pour empêcher l'acheminement d'équipement lourd à l'industrie pétrolière canadienne, mais a affirmé n'en avoir jamais discuté avec les agences américaines chargées de l'application de la loi.

Herb Goodwin, du mouvement Wild Idaho Rising Tide, est de ceux qui ont reçu une visite du FBI et de la police de Bellingham, dans l'État de Washington, mais il n'a pas l'intention d'arrêter de participer aux manifestations. Il fait partie d'un groupe de quelque 100 000 personnes qui ont signé un engagement de désobéissance civile si l'administration Obama venait à approuver le projet d'oléoduc Keystone XL.

Pour lui, il s'agit en quelque sorte d'une «mission» pour contrecarrer l'exploitation des sables bitumineux au Canada et dans la formation de Bakken, aux États-Unis.

«Si nous n'arrêtons pas ces choses, nous ne pourrons jamais faire la transition vers d'autres sources d'énergie qui ne polluent pas l'atmosphère», a-t-il dit.

Sources: [radio Canada](#)

<http://michelduchaine.com/>

## [Le redressement économique irlandais](#)



[Patrick Coquart](#)

Publié le 12 février 2015

Après l'[Espagne](#), l'Institut de l'Entreprise s'est penché sur le cas de [l'Irlande\[1\]](#), souvent considéré comme « la *success story* des exercices de consolidation budgétaire entrepris dans le prolongement de la crise financière de 2008. »

Revenons en arrière quelques instants. Dans les années 1990, la réussite de l'Irlande était éclatante. À tel point que le pays fut qualifié de « Tigre celtique ». Il y avait de quoi avec une croissance annuelle moyenne de 7,5 %

dans la décennie 90 et de 5,1 % entre 2001 et 2007. Ce succès a été rendu possible par une « forte ouverture internationale », « une réelle attractivité fiscale pour les entreprises et d'une façon générale un très bon climat des affaires que symbolise le taux d'imposition des sociétés de 12,5 %, et enfin la qualité de la main d'œuvre irlandaise et de son cadre institutionnel. » Nathanael Mason-Schuler, auteur du rapport, précise que « la hausse du PIB par habitant y a été très importante, l'Irlande dépasse la France à compter de 1997. »

Cela dit, dès la fin des années 1990, l'économie irlandaise connaît des faiblesses, comme par exemple :

- la dégradation de sa compétitivité, avec l'augmentation des coûts salariaux ;
- l'existence d'une bulle immobilière et l'explosion des crédits entraînant l'hypertrophie du système bancaire ;
- la croissance des dépenses publiques, plus importante que celle du PIB.

Dès 2007, l'Irlande plonge dans la crise avec l'éclatement de la bulle domestique et « une récession économique importante marquée par une contraction cumulée du PIB nominal de près de 20 % de 2008 à 2010. » La crise financière mondiale viendra accentuer cette crise initialement irlandaise.

Dès 2008, le gouvernement tente de la juguler. Mais « vu le volume du besoin de financement irlandais et les difficultés d'accès au financement de marché, l'Irlande doit se résoudre, à compter de l'automne 2010, à solliciter une assistance internationale massive ». Au total, l'assistance financière sera de 85 milliards d'euros.

Le programme mis au point par l'Irlande et la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) a trois volets :

- un volet financier, avec la recapitalisation des établissements bancaires et la création d'un fonds de réserve ;

- un volet budgétaire, avec la réduction du déficit public à moins de 3 % ;
- un volet économique, avec des réformes structurelles, en particulier du marché du travail.

C'est ainsi, qu'entre 2010 et 2013, les dépenses de l'État irlandais ont été réduites de près de 10 % en valeur, soit de presque 6 milliards d'euros. Comme l'indique le rapport de l'Institut de l'Entreprise, cela a supposé « d'inverser considérablement l'évolution récente des dépenses publiques irlandaises qui progressaient depuis le milieu des années 1990 de 10 % par an moyenne. »

Les dépenses des collectivités locales ont, elles aussi, été réduites. Notamment, le nombre de collectivités a baissé d'environ deux tiers, et le nombre d'élus locaux a chuté de 1 627 à 949. Les prestations sociales ont connu des baisses ciblées en même temps que des réformes structurelles étaient menées.

Parallèlement, les prélèvements obligatoires ont augmenté (TVA, élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu, création d'une taxe sur les propriétés, etc.), mais le taux d'impôt sur les sociétés a été maintenu à 12,5 % malgré la pression de certains pays (dont probablement la France).

Toutes ces mesures, détaillées par l'Institut de l'Entreprise, ont abouti à la sortie officielle de l'Irlande du programme d'assistance financière internationale le 15 décembre 2013, trois ans après son lancement. Dès 2011, le pays renouait avec la croissance. Les dernières prévisions tablaient sur une croissance de 3 % en 2014. Le chômage a baissé de trois points depuis 2012, passant de 15,1 % à 11,8 % (rappelons qu'il était de 4,5 % en 2007).

Pour autant, l'activité économique irlandaise « est encore nettement inférieure à son niveau d'avant crise » et l'Irlande reste fragile. Sa dette publique est encore supérieure à 120 % du PIB. Les premiers remboursements de la dette contractée auprès de la Troïka n'interviendront pas avant 2017.

Ce qui me semble remarquable dans le cas irlandais – et qui pourrait inspirer

la France – tient en quatre points.

Premier point, bien que le pays ait connu de nombreuses vicissitudes politiques – voire des crises – depuis 2007, les partis au gouvernement se sont entendus « sur la nécessité d’une thérapie de choc et d’un sursaut national ». Il faut bien reconnaître que l’on en n’est pas encore là en France. Il n’y a même pas de consensus sur la situation du pays.

Deuxième point, le gouvernement irlandais s’est appuyé sur les partenaires sociaux. En particulier, il a signé deux grands accords « avec les multiples syndicats de la fonction publique et des représentants de la police et de l’armée, visant notamment à faire accepter les mesures drastiques de baisse de la masse salariale. » Là encore, le fossé avec la France est béant. Chez nous, la plupart des syndicats préfèrent descendre dans la rue plutôt que de discuter.

Troisième point, les réformes irlandaises ont été drastiques pour la sphère publique mais n’ont pas empêché le retour de la croissance. Et cela est dû au fait que l’Irlande s’est appuyée, pour son redressement, sur les entreprises et sur la mondialisation. Le taux d’impôt sur les sociétés a été maintenu à 12,5 % ; l’ouverture de l’économie à l’international n’a pas été remise en cause.

Quatrième et dernier point, la bête et méchante logique de rabet n’a pas été appliquée. Au contraire, les réformes menées par le gouvernement irlandais ont été mûrement réfléchies, et initiées avant l’arrivée de la Troïka.

Les Irlandais ont dû faire de gros sacrifices. Le ministre des finances, Michael Noonan, a décrit la crise comme « la pire depuis la Grande famine de la pomme de terre au XIX<sup>ème</sup> siècle » et a rendu hommage à ses compatriotes, « les vrais héroïnes et héros » du redressement. Mais au moins les Irlandais, contrairement aux Français, savent-ils pourquoi ils ont fait ces sacrifices.

---

[1] Nathanael Mason-Schuler, Irlande : le retour du Tigre celtique, Institut de l’Entreprise, Les Notes de Benchmark, décembre 2014.



## Le pétrole grimpe mais la surabondance d'offre inquiète toujours le marché

LesAffaires.com Publié le 12 février 2015

Les prix du pétrole grimpaient de nouveau jeudi en cours d'échanges européens, au lendemain de la dégringolade déclenchée par le gonflement des stocks de brut américains qui avait plombé un marché déjà excédentaire.

Vers 6h20 (heure du Québec), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 55,77\$US sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,11\$US par rapport à la clôture de mercredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour la même échéance gagnait 1,28 dollar à 50,12 dollars.

Les cours de l'or noir grimpaient légèrement jeudi, à la faveur d'un rebond technique mais la hausse des stocks de brut américains qui matérialise semaine après semaine la surabondance d'offre d'or noir dans le monde, pesait toujours sur les prix du pétrole.

Lors de la semaine achevée le 6 février, les réserves de brut ont augmenté de 4,9 millions de barils, contre une hausse de 3,6 millions attendue par les experts à 417,9 millions, selon le département américain de l'Énergie (DoE).

« L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a fait une piquûre de rappel aux opérateurs de marché » en leur montrant que les fondamentaux n'ont pas changé, soulignait Jameel Ahmad, analyste chez FXTM.

Pour les analystes de BNP Paribas, les chiffres du DoE sont de nature à faire baisser les cours.

Même si la baisse inattendue des réserves de produits distillés, certainement lié à l'hiver froid sur la côte est des États-Unis, est plutôt positive et que les stocks de produits pétroliers ont baissé de 2,7 millions de barils par jour (mbj), la hausse des stocks de brut annule ce facteur haussier.

« Le monde est inondé de pétrole, » commentaient les analystes du courtier PVM. « Présentement, il y a trop de pétrole sur les marchés », s'accordaient à dire les analystes de Commerzbank.

Les cours étaient déjà sous pression après les annonces de l'EIA et de

l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui pensent que la production américaine ne va pas diminuer aussi fortement que la baisse du nombre de puits de forages aux États-Unis le suggère, commentaient les analystes de Commerzbank.

Le nombre de puits de forage pétrolier en activité a décliné de quelque 83 unités au cours de la semaine achevée vendredi, d'après le spécialiste du forage américain Baker Hughes. Quelque 199 plates-formes ont déjà cessé leur activité en janvier, toujours selon Baker Hughes.

Le décompte hebdomadaire du nombre de puits de pétrole aux États-Unis par Baker Hughes est désormais attendu avec impatience par certains opérateurs de marchés qui voient dans ce déclin les premiers signes d'un ralentissement de l'offre américaine.

Mais d'après plusieurs analystes, même si la baisse du nombre de puits peut paraître impressionnante, il ne faut pas oublier que ce sont les plateformes les moins efficaces qui sont fermées en premier.